

Bulletin FrancoPaix

Vol. 6, n°3

MARS 2021

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**

EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix



Les enjeux du processus électoral au Tchad

Par Kelma Manatouma

PAGE 2

Nouvelles et annonces

PAGE 6

Les enjeux du processus électoral au Tchad

Par Kelma Manatouma



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au Tchad, le candidat sortant Idriss Deby Itno est considéré favori pour les élections présidentielles du 11 avril prochain. Or, le climat préélectoral est extrêmement tendu, faisant craindre une crise politique, sécuritaire et sociale.

Suite à l'adoption de la nouvelle Constitution en mai 2018, une série de manifestations a eu lieu, suivie de plusieurs arrestations.

Une tentative d'interpellation de Yaya Dillo en février 2021 a eu des répercussions politiques importantes. Plusieurs candidats de l'opposition se sont alors désistés.

Le leader du parti « les Transformateurs » a été disqualifié par une décision de la Cour suprême. À la cristallisation des tensions sur la scène politique s'ajoute une crise sociale plus globale.

Avec des tensions sécuritaires sur toutes les frontières tchadiennes, l'hypothèse d'une escalade est plausible. Le Tchad est au bord d'une crise sécuritaire pouvant entraîner une guerre civile ; la situation est aggravée par les fortes tensions intercommunautaires qui secouent l'armée tchadienne.

Il est par conséquent important que les acteurs politiques puissent trouver un cadre adéquat pour conduire un dialogue politique inclusif et éviter le pire.

Kelma Manatouma

PhD, Université Paris Nanterre

Chercheur associé
Institut des sciences sociales
du politique (ISI)

ma.kelma12@gmail.com



Le président Idriss Deby Itno, le jour de son investiture, le 8 août 2016.

Le 11 avril 2021, les Tchadiens sont appelés aux urnes pour élire le président de la République. Cette élection est particulière, car elle est issue de la nouvelle constitution réformée en 2018, rallongeant le mandat présidentiel à 6 ans et supprimant le poste du premier ministre. Le candidat sortant Idriss Deby Itno est favori après le retrait de plusieurs candidats de l'opposition. Le climat préélectoral, marqué de plus en plus par les contestations de l'opposition et de la société civile, est extrêmement tendu, faisant craindre une crise politique, sécuritaire et sociale qui risque d'affecter la région déjà en proie à d'autres défis majeurs.

Connu pour son histoire jalonnée de changements de pouvoir violents et caractérisée par une instabilité chronique depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Tchad a retrouvé une relative accalmie ces dix dernières années : une stratégie militarisée a permis de contenir les contestations sur le plan national et d'acquérir une légitimité internationale grâce à sa diplomatie sécuritaire dans le Sahel. En effet, le rôle que jouent les soldats tchadiens dans le combat contre les mouvements djihadistes positionne ce pays comme un acteur majeur à la fois au Sahel et dans la région du bassin du lac Tchad. Mais au regard des tensions qui sont palpables sur le terrain, il est important décrypter le contexte préélectoral actuel et sa portée éventuelle pour les années à venir.

La montée en puissance de l'opposition et sa mise à l'écart de la présidentielle

Aujourd'hui le Tchad compte plus de 200 partis politiques qui sont regroupés de manière schématique entre les partis de la majorité présidentielle et ceux de l'opposition politique. L'émergence du parti d'opposition « les Transformateurs » en 2016 a modifié les formes d'engagement et de contestation ; elles sont devenues plus explicites, avec des militants prenant de plus en plus de risques. Ce parti est dirigé par Succès Masra, qui proclame l'importance de la justice sociale et de la lutte contre l'exclusion, tout en condamnant « l'apartheid politique » du pouvoir en place. L'existence même du parti « les Transformateurs », devenu rapidement populaire parmi la jeunesse tchadienne, démontre que l'espace politique de ce pays reste dynamique malgré les 30 ans de pouvoir du Mouvement patriotique du salut (MPS).

Suite à l'adoption de la nouvelle Constitution en mai 2018, les « Transformateurs » ainsi qu'une partie de la société civile ont déclenché une série de manifestations, dénonçant notamment l'investiture de la candidature d'Idriss Deby Itno à l'élection présidentielle, pour un sixième mandat. Depuis, plusieurs arrestations, y compris de journalistes, ont eu lieu. C'était, notamment le cas du directeur de publication du journal Salam Info, Martin Inoua Dougluet, arrêté le 23 juillet 2019¹.

À l'approche de l'élection, les tensions ont augmenté : le 12 février 2021, Mahamat Nour Ibedou, secrétaire général de la Convention tchadienne de défense des droits de l'homme, et bien d'autres activistes, ont été arrêtés et condamnés à trois mois de prison avec sursis. Pour éviter de subir le même sort, Succès Masra s'est réfugié pendant une semaine à l'ambassade des États-Unis avant de regagner son domicile². Le lendemain du dépôt de son dossier de candidature pour la présidentielle, Yaya Dillo, leader du Parti socialiste sans frontière (PSF), a fait l'objet d'une tentative

d'interpellation par les forces de sécurité tchadiennes. Les événements, extrêmement violents, ont eu lieu les 27 et 28 février à son domicile, et ont mené à l'assassinat de deux membres de sa famille, dont sa propre mère, selon la police nationale. Le 1er mars, Yaya Dillo a été exfiltré par ses proches et sa localisation reste inconnue³. L'opposant politique fait en effet l'objet de deux mandats d'arrêt à la suite d'une plainte déposée en mai 2020 par la première dame. Plusieurs mobilisations à l'intérieur et à l'extérieur du pays, notamment devant les représentations diplomatiques du Tchad en France et aux États-Unis, ont été organisées par la suite pour dénoncer les injustices vis-à-vis de Yaya Dillo et de sa famille.

Ces événements ont eu des répercussions politiques majeures. Le 3 mars 2021, la Cour suprême a publié la liste des candidats autorisés à concourir pour la présidentielle, sur laquelle ne figurait pas la candidature de Succès Masra, recalé en raison de son âge et de la légalité de son parti politique. Les autres candidats d'opposition, notamment Saleh Kebzabo, Théophile Bongoro et Ngarledji Yorongar, dénonçant l'attaque au domicile de Yaya Dillo, ont aussitôt décidé de se retirer du processus électoral en cours⁴.

La suite des événements de mars 2021 a contribué à affaiblir davantage la position de Succès Masra, déjà écarté de la présidentielle. Sa cote de popularité a continué de décliner également. Après son audience avec Idriss Deby Itno le 16 mars 2021, il a été critiqué par une partie des militants de son propre parti. Ces derniers l'accusaient de trahison du simple fait de sa rencontre avec le président de la République. Pour répondre à ces allégations, Succès Masra a tenu une conférence de presse, où il a justifié cette audience, arguant de la nécessité de dialoguer afin de « demander le report des élections et l'organisation d'un forum inclusif pour la

”

« Les tensions actuelles prennent source à la fois dans les longues années de conflits politiques et militaires que le pays a connues et, plus concrètement, dans le modèle de la gouvernance politique du MPS, le parti au pouvoir. »

réconciliation nationale⁵». Ces arguments ne lui ont cependant pas permis de remonter sa cote de popularité auprès d'une partie de la jeunesse tchadienne.

Les candidats restant en lice contre Idriss Deby Itno ne représentent pas un grand obstacle face à sa réélection. Certains sont ses anciens ministres, à l'exemple de Pahimi Padaké Albert et Lydie Beassemda, et d'autres sont considérés comme plus proches de la majorité présidentielle. De plus, le président sortant dispose de l'administration publique et des moyens matériels et financiers qui lui permettent de mener des campagnes sur tout le territoire national.

Malgré une vague importante de contestation et une opposition visible, certains observateurs considèrent tout de même que les événements des derniers mois sont une stratégie astucieuse mise en place par les autorités pour maintenir l'image d'un pays à régime démocratique. Cependant, les tensions politiques ne doivent pas être minimisées. Avec le retrait des principaux candidats de l'opposition et la création, le 13 mars 2021, d'une plateforme dénommée Wakit Tama (« L'heure est arrivée » en arabe tchadien), regroupant les partis politiques et les organisations de la société civile, on s'achemine probablement vers une synergie des mobilisations qui conduiront le pays dans une crise politique. Dans quelle mesure cette crise politique contribuera-t-elle à déstabiliser le pays et quelles seront les conséquences pour les dynamiques sécuritaires au niveau régional ?

Risque d'escalade

À ces problèmes liés à la structuration de la scène politique s'ajoute une crise sociale plus globale. La jeunesse représente plus de 60 % de la population, selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat de 2009. Elle voit son avenir assombri par le chômage et le manque d'alternatives. Avec l'arrivée de nouveaux leaders comme Succès Masra, les jeunes ont commencé à prendre de plus en plus place dans les débats en espérant une alternance politique qui pourrait apporter des solutions aux problèmes socioéconomiques.

La chute du prix des barils de pétrole sur le marché international a conduit le gouvernement à adopter des coupes budgétaires drastiques allant jusqu'à la suppression des primes aux fonctionnaires. La centrale syndicale, Union des syndicats du Tchad, est en négociation avec le gouvernement afin de rétablir les primes. Si les négociations n'aboutissent pas, elle prévoit de déclencher une grève générale qui paralyserait le pays. Le gouvernement cherche une solution pour éviter ce conflit, qui viendrait s'ajouter à la contestation de l'opposition politique. Au regard de ces facteurs, l'hypothèse d'une escalade est ainsi plausible. Les tensions actuelles prennent source à la fois dans les longues années de conflits politiques et militaires que le pays a connues et, plus concrètement, dans le modèle de la gouvernance politique du MPS, le parti au pouvoir. L'évènement des 27 et 28 février au domicile de Yaya Dillo souligne la fragilité du

régime d'Idriss Deby Itno et traduit les frustrations au sein même de sa famille politique. La tentative d'arrestation de l'opposant politique a été conduite par les éléments de la Direction générale de service de sécurité des institutions de l'État (DGSSIE), un corps d'élite de l'armée nationale, composée en grande partie des membres de la communauté Zaghawa. Yaya Dillo, ancien rebelle et membre de cette communauté, dispose au sein de cette force d'élite des liens familiaux avec certains officiers supérieurs, ce qui lui a justement permis d'échapper à cette arrestation.

Ainsi le processus électoral qui devrait permettre aux Tchadiens de choisir librement leur dirigeant est aujourd'hui profondément compromis, alors que les conséquences de la crise politique nationale seront probablement désastreuses sur le plan sécuritaire au niveau régional.

Le défi d'une instabilité politique et le risque d'une crise sécuritaire

Les tensions préélectorales conduiront indubitablement le pays dans une crise postélectorale dont les conséquences se feront sentir sur le plan sécuritaire. Aujourd'hui, des tensions sécuritaires se font sentir sur toutes les frontières tchadiennes, et si les acteurs politiques n'arrivent pas à



Camp de réfugiés de Farchana au Tchad.



« Le processus électoral qui devrait permettre aux Tchadiens de choisir librement leur dirigeant est aujourd'hui profondément compromis, alors que les conséquences de la crise politique nationale seront probablement désastreuses sur le plan sécuritaire au niveau régional. »

les prévenir, le Tchad risque de tomber dans une crise sécuritaire qui entrainera une guerre civile. Ce serait dommageable non seulement pour le pays mais aussi pour la sous-région compte tenu de son passé conflictuel.

Composés en grande partie de membres de la communauté Zaghawa dont le président Idriss Deby Itno est issu, des mouvements rebelles ont tenté plusieurs fois de prendre le pouvoir par les armes, mais, grâce au soutien de l'armée française, le régime actuel a pu résister. Ce fut notamment le cas en 2008 et en 2019 lorsque l'armée française est intervenue avec des frappes pour contrer l'avancée des rebelles contre le régime d'Idriss Deby Itno⁶. Ce soutien explicite de la France est souvent pointé de doigt et dénoncé sur les réseaux sociaux ainsi que par la diaspora tchadienne

en France qui a organisé des manifestations devant l'Assemblée nationale française après l'attaque du domicile de Yaya Dillo.

Certes, le président Idriss Deby Itno s'est positionné comme le rempart contre les groupes djihadistes, lui octroyant par ce fait une légitimité auprès de la communauté internationale⁷. Le président peut donc espérer le soutien de ses partenaires du G5 Sahel et bien évidemment de sa garde présidentielle, l'unité d'élite la mieux équipée des corps de l'armée tchadienne. Cependant, la place qu'occupe l'armée dans la vie politique tchadienne peut aussi devenir un facteur de risque important. Selon les analystes de l'International Crisis Group, l'armée tchadienne, bien qu'elle soit louée pour sa bravoure lors d'opérations militaires,

est minée par l'indiscipline de certains officiers supérieurs et par une guerre interne marquée par de fortes tensions intercommunautaires⁸.

Dans ce climat préélectoral extrêmement tendu, les acteurs politiques doivent chercher un cadre adéquat pouvant conduire à un dialogue politique inclusif afin d'éviter une crise politique et sécuritaire. Les armes ne doivent plus devenir le seul moyen d'accès au pouvoir.

¹ Moussa Nguedmbaye, 23 juillet 2019. « Tchad : le journaliste Martin Inoua Doulguet en garde à vue », Tchadinfos.

² Djimhodoum Serges, 6 février 2021. « Manifestations : Masra Succès se réfugie à l'ambassade des USA. Ibedou serait arrêté », Tchadinfos.

³ RFI, 5 mars 2021. « Tchad: le pouvoir met tout en œuvre pour retrouver Yaya Dillo, toujours en fuite ».

⁴ France 24, 1er mars 2021. « Présidentielle au Tchad : l'opposant Saleh Kebzabo retire sa candidature ».

⁵ Deutsche Welle, 17 mars 2021. « Succès Masra se défend : 'Le Tchad est allé parler à Idriss Déby' ».

⁶ Marielle Debos, 8 février, 2019. « Que fait l'armée française au Tchad », Libération.

⁷ Daniel Eizenga, septembre 2017. « Le Tchad, gardien de la stabilité au Sahel », Bulletin FrancoPaix, vol. 2, n° 7.

⁸ International Crisis Group, 2021. « Les défis de l'armée tchadienne », rapport Afrique, n° 298.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Adib Bencherif

a co-dirigé avec Frédéric Mérand l'ouvrage [L'analyse du risque politique](#) publié aux Presses de l'Université de Montréal.

Il est également l'auteur de l'article « Un Sahel tourmenté : crise, violence et résistances » paru dans le plus récent numéro des *Grands Dossiers de Diplomatie*.

→ Cédric Jourde

a co-publié avec Marie Brossier et Muriel Gomez-Perez « [The Politics of the Hajj Organisation in Senegal: Security, Legitimation and Clientelism](#) » dans le dernier numéro de *The Journal of Modern African Studies*. Il a également co-publié avec Muriel Gomez-Perez l'article « Islamic Entrepreneurship in Senegal : Women's Trajectories in Organizing the Hajj » paru dans le dernier numéro de *Africa Today*.

→ Maxime Ricard

a co-rédigé [le document](#) de recommandations politiques sur les relations entre le Québec et l'Afrique, publié par l'Institut d'études internationales de Montréal.

→ Marie-Eve Desrosiers

a participé le 25 mars à la conférence « [Les États africains et la justice pénale internationale : au-delà des clivages](#) ». La conférence a été organisée dans le cadre du mois de la Francophonie par la Chaire de recherche en francophonie internationale sur les aspirations et mouvements politiques en Afrique francophone, en partenariat avec le Centre d'études en politiques internationales et le Collège des chaires de la francophonie de l'Université d'Ottawa.

→ Nicolas Hubert

a soutenu le 16 février sa thèse de doctorat en science politique, intitulée « Environnement, ressources et conflits au Burkina Faso ».

Il a aussi publié l'article « [The Nature of Peace: How Environmental Regulations Can Cause Conflicts](#) » dans le dernier numéro de *World Development*.

→ Niagalé Bagayoko

a participé le 23, 24 et 25 mars au Forum sur la Paix et la Stabilisation des pays du Sahel qui s'est tenu à Niamey au Niger autour du thème « [Stabilisation des zones de conflit et lutte contre le terrorisme dans le Sahel central et le bassin du Tchad](#) ».



Le Sahara au nord du Tchad

ÉQUIPE ÉDITORIALE

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Maxime Ricard

PhD, Université du Québec à Montréal

Coordonnateur, Centre FrancoPaix

CO-RÉDACTRICE EN CHEF

Tatiana Smirnova

PhD, École des hautes études en sciences sociales

Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Marina Sharpe

Professeure adjointe, Collège militaire royal de Saint-Jean

CRÉDITS PHOTO

Couverture : Paul Kagame / [Flickr.com](#)

Page 2 : Paul Kagame / [Flickr.com](#)

Page 4 : SuSanA Secretariat / [Flickr.com](#)

Page 6 : David Stanley / [Flickr.com](#)

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : [@CFrancopaix](#) et [@RDandurand](#)

PARTENAIRE

